

Brochure n° 3318

Convention collective nationale
IDCC : 2397. – **MANNEQUINS ADULTES
ET MANNEQUINS ENFANTS DE MOINS DE 16 ANS
EMPLOYÉS PAR LES AGENCES DE MANNEQUINS**

AVENANT N° 10 DU 29 NOVEMBRE 2018
MODIFIANT LES ARTICLES 14, 17.1 ET 17.2 DE LA CONVENTION
NOR : ASET1950202M
IDCC : 2397

Entre :

SYNAM,

D'une part, et

SNAPAC CFDT ;

UNSA spectacle ;

FC CFTC ;

F3C CFDT ;

SNACOPVA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Au 3^e alinéa de l'article 14 intitulé : « le mandat civil de représentation » :

- est abrogé notamment dans le cadre d'un site Internet ;
- est ajouté « ainsi que les dispositions énoncées dans la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (RGPD). »

Le 3^e alinéa devient ainsi :

« Pour la promotion de sa carrière, l'agence devra respecter les dispositions concernant le traitement des données personnelles telles que prévues par la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les dispositions énoncées dans la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (RGPD). »

Les autres dispositions de l'article 14 sont maintenues.

À l'article 17.1 intitulé : « Apprentissage, formation professionnelle et permanente » :

- l'article est entièrement abrogé et remplacé par :

La contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance (CFP) regroupant la participation à la formation continue et la taxe d'apprentissage sera versée par toutes les agences de mannequins à l'OPCO (opérateur de compétence) désigné paritaire selon la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018.

À l'article 17.2 intitulé : « Promotion de carrière et documentation professionnelle » :

- au 1^{er} alinéa les mots suivants sont abrogés : « dans la mesure où ce dernier s'est acquitté de la totalité des frais engagés par son agence pour la réalisation desdits documents » ;
- au 2^e alinéa les mots suivants sont abrogés : « En tout état de cause » ;
- au 4^e alinéa le mot suivant : « fournir » est abrogé et remplacé par « communiquer » et la phrase devient ainsi : « Si l'agence fournit d'autres prestations, elle doit au préalable communiquer toute information relative à ces prestations pour que le mannequin puisse les accepter ou les refuser en toute connaissance de cause. Toute autre prestation fournie par l'agence fera l'objet, au préalable, d'un accord écrit. » ;
- un 5^e alinéa est ajouté : « Dans le cadre d'une prestation, les frais engagés pour un voyage et un hébergement sont pris en charge par le client utilisateur. »

Les autres dispositions de l'article 17.2 sont maintenues.

Fait à Paris, le 29 novembre 2018.

(Suivent les signatures.)